

Art. 2. Deze compensatievergoeding is gelijk aan 1,92 Belgische frank voor 1 Franse frank, vermeerderd of verminderd met het saldo van enerzijds de spijkooers, binnen het Europees Monetair Stelsel, van de Franse frank tegenover de Belgische frank en anderzijds de koers die werkelijk wordt toegepast door de officiële instelling belast met de transfer van de lonen.

De in het eerste lid bedoelde vergoeding wordt niet verleend voor het gedeelte van het loon dat hoger is dan het plafond van de lonen waarop de rectificatie-coëfficiënten worden toegepast, eventueel vermeerderd met inachtneming van de toepassing der rectificatie-coëfficiënten.

Art. 3. De betaling van de vergoeding geschiedt door toedoen van de instellingen belast met de uitbetaling van de werkloosheidsuitkeringen, onder toezicht van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, deze ontvangens om hun administratiekosten te dekken een toelage waarvan de opbrengst is vastgesteld op 1 pct. van het bedrag der betaalde vergoedingen.

Art. 4. De uitgaven die de toepassing van dit besluit medebrengt, komen ten laste van de begroting van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. Ze worden aangerekend op de toelage welke door de begrotingswet inzake arbeidsvoorziening en werkloosheid wordt verleend.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1986 en zal ophouden van kracht te zijn op 30 april 1986.

Art. 6. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 24 december 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

Art. 2. Cette indemnité compensatoire est égale à 1,92 franc belge pour 1 franc français, augmenté ou diminué du solde entre le cours-pivot au sein du Système monétaire européen du franc français par rapport au franc belge d'une part et le taux effectivement appliqué par l'organisme officiel chargé du transfert des rémunérations d'autre part.

L'indemnité visée à l'alinéa 1er n'est pas accordée pour la partie de la rémunération qui dépasse le plafond des rémunérations sur lesquelles s'appliquent les coefficients rectificateurs, éventuellement majoré en fonction de l'application des coefficients rectificateurs.

Art. 3. Le paiement de l'indemnité est effectué à l'intervention des organismes de paiement des allocations de chômage sous le contrôle de l'Office national de l'Emploi, ceux-ci reçoivent une subvention destinée à couvrir leurs frais d'administration dont le taux est fixé à 1 p.c. du montant des indemnités payées.

Art. 4. Les dépenses résultant de l'application du présent arrêté sont à charge du budget de l'Office national de l'Emploi. Elles sont imputées sur la subvention accordée par la loi budgétaire en matière de chômage et d'emploi.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1986 et cessera d'être en vigueur le 30 avril 1986.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 24 décembre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

EXÉCUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 86 — 118

23 OCTOBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon déterminant :

1. — Le contenu et le mode de présentation du schéma directeur en exécution de l'article 93/7 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;
2. — Le modèle des avis prévus à l'article 93/8 du même Code

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, notamment les articles 93/7 et 93/8;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées du 12 janvier 1973, notamment l'article 3 modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de publier sans délai les mesures d'exécution relatives au décret du 3 avril 1984, ayant lui-même été publié au *Moniteur belge* du 19 janvier 1985, et ayant été complété et modifié par le décret du 15 octobre 1985.

Vu qu'il convient par conséquent de prendre les dispositions nécessaires;

Sur proposition du Ministre des Technologies Nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,

Arrête :

Article 1er. Un article 93/7 bis rédigé comme suit, est inséré dans le livre II, Titre 1er bis, chapitre II, du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme :

« Le schéma directeur d'aménagement fait l'objet d'un dossier d'avant-projet en cinq exemplaires, introduit auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins. »

Art. 2. Un article 93/7 ter rédigé comme suit est inséré dans le livre II, Titre 1er bis, chapitre II du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme :

« Ce dossier d'avant-projet comporte :

1. Un plan de localisation dans la région, avec les grandes voies de communication et les agglomérations proches.

Un relevé des points situés dans un rayon de 10 kilomètres et à partir desquels le terrain est visible, établi sur carte I.G.N. au 10 000e.

2. Un plan de la situation existante donnant le relief, la géologie, la pédologie, les cours d'eau, la végétation établi sur plan cadastral du 2 500e ainsi qu'un cadastre des arbres et des haies.

3. Un plan paysager donnant les vues à maintenir et à masquer avec photos. Ce plan dégagera la synthèse des zones à protéger, des zones impropres à la construction et des zones potentielles d'ensoleillement, en fonction de leur situation géographique, à l'échelle du 2 500e.

4. Un plan masse indiquant les différentes affectations du sol et particulièrement les espaces réservés aux résidences, voiries, aires de parcage, équipement communautaires, espaces verts à maintenir, plantations nouvelles à l'échelle du 1/1000e ou du 1/500e. Cette dernière échelle peut être imposée lorsque la complexité du projet le justifie.

5. Le schéma des voiries avec les accès et débouchés sur la voirie existante et la voirie interne ainsi que le schéma des infrastructures (éclairage, égouttage, évacuation des eaux et déchets, raccordements aux réseaux et conduites externes).

6. Un rapport explicatif du parti adopté comportant au minimum les renseignements suivants :

- a) la densité d'occupation et l'estimation des capacités d'accueil;
- b) le type de construction et d'équipement de loisir;
- c) un schéma des solutions proposées aux problèmes de l'alimentation en eau et en électricité, du traitement des eaux usées, des égouts, de l'évacuation des déchets et du réseau de lutte contre l'incendie;
- d) les transports en communs existants.

7. La liste des propriétaires, des locataires et titulaires de droits réels concernés avec délimitation de leurs parcelles.

8. Une évaluation des effets financiers, économiques et sociaux prévisibles.

9. Une estimation des conséquences sur l'environnement.

10. Les prescriptions urbanistiques. »

Art. 3. Un article 93/7 *ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le livre II, Titre 1er *bis*, chapitre II du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme :

« Dans les cinq jours de la réception du dossier, l'Administration communale adresse au promoteur, par pli recommandé à la poste un avis de réception, ou l'informe, dans les mêmes conditions, que le dossier est incomplet. Elle en transmet dans ce délai deux exemplaires au Fonctionnaire délégué. »

Art. 4. Un article 93/8 *bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le livre II, Titre 1er *bis*, chapitre II, du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme :

« L'avis que l'Administration communale affiche en application de l'article 93/8, § 2, est conforme au modèle figurant à l'annexe 43 du présent Code.

Il est imprimé en noir sur papier de couleur jaune de 35 dm² au minimum.

Art. 5. Un article 93/8 *ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le livre II, titre 1er *bis*, chapitre II du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme :

« L'avis que l'Administration communale fait publier à la page d'information régionale ou locale, ou dans le bulletin communal d'information en application de l'article 8, § 5, est conforme au modèle figurant à l'annexe 44 du présent Code.

Il est imprimé en noir sur une ou deux colonnes dans les mêmes caractères que ceux utilisés pour les articles d'information générale. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre des Technologies Nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 octobre 1985.

Le Ministre des Technologies Nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

M. WATHELET

Le Ministre-Président de l'Exécutif Régional Wallon, chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Annexe 43

Commune de

AVANT-PROJET DE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT

Le Collège des Bourgmestres et Echevins fait savoir qu'un avant-projet de schéma directeur d'aménagement est soumis à l'enquête publique.

Ce schéma directeur d'aménagement s'étendrait sur la partie du territoire communal comprise entre les limites suivantes :

et comprendrait les parcelles cadastrales suivantes :

Il prévoit :

— en capacité d'accueil

— en équipement de loisirs .

Annexe 44

Commune de

AVANT-PROJET DE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT

Le Collège des Bourgmestres et Echevins fait savoir qu'un avant-projet de schéma directeur d'aménagement est soumis à l'enquête publique.

Ce schéma directeur d'aménagement s'étendrait sur la partie du territoire communal comprise entre les limites suivantes :

sur une superficie de :

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus et le dossier consulté à l'Administration communale de aux jours et heures suivants

A

, le

Le Secrétaire,

Le Collège,

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 86 — 118

23. OKTOBER 1985. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung :

1. — des Inhaltes und der Darstellung des Leitschemas in Ausführung von Artikel 93/7 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches;
2. — der Vordrucke für die in Artikel 93/8 des gleiches Gesetzbuches vorgesehenen Bekanntmachungen.

Aufgrund des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches, insbesondere der Artikel 93/7 und 93/8;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über der Staatsrat, insbesondere des durch Gesetz vom 9. August 1980 abgeänderten Artikels 3;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit bedingt ist, unverzüglich die Ausführungsmassnahmen bezüglich des am 19. Januar 1985 erschienenen Dekrets vom 3. April 1984 zu veröffentlichen, das durch Dekret vom 15. Oktober 1985 ergänzt und abgeändert worden ist;

In Erwägung, dass es demzufolge angebracht ist, die erforderlichen Vorkehrungen zu treffen;

Auf Vorschlag des Ministers der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Ein wie folgt lautender Artikel 93/7 *bis* wird in Buch II, Titel 1 *bis*, Kapitel II des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches eingefügt :

« Für das raumordnerische Leitschema ist eine Vorentwurfsakte in fünf Exemplaren anzufertigen, die beim Bürgermeister- und Schöffenkollegium eingereicht wird. »

Art. 2. Ein wie folgt lautender Artikel 93/7 *ter* wird in Buch II, Titel 1 *bis*, Kapitel II des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches eingefügt :

« Diese Vorentwurfsakte enthält :

1. einen Plan mit der Lage in der Gegend, den Hauptverkehrswegen und den in der Nähe liegenden Ortschaften.

Ein Verzeichnis der in einem Umkreis von 10 Kilometern gelegenen Punkte, von wo aus das Grundstück sichtbar ist, auf einer Generalstabkarte i.M. 10:000;

2. einen Plan mit der Bestandsaufnahme von Relief, Geologie, Pedologie, Wasserläufen, Vegetation auf einem Katasterplan i.M. 2:500 sowie den Baum- und Heckenbestand;

3. einen Landschaftsplan mit den zu bewahrenden und den zu tarnenden Aufsichten (Photos). Dieser Plan soll eine Zusammenfassung der Schutzgebiete, der für den Bau ungeeigneten Gebiete und der besonnte Gebiete aufgrund ihrer geographischen Lage darstellen, i.M. 2:500;

4. einen Übersichtsplan mit den verschiedenen Bodennutzungsarten und insbesondere den für Wohnzwecke, Wege, Parkplätze, Gemeinschaftsausstattungen, erhaltenswerte Grünanlagen, Neuanpflanzungen vorzubehaltenen Räumen, i.M. 1:1000 oder 1:500. Letzterer Massstab kann vorgeschrieben werden, wenn die Vielseitigkeit des Entwurfes es rechtfertigt;

5. ein Schema der Strassen mit den Zufahrten und Einmündungen in bestehende Strassen und Innenwege sowie ein Schema der Infrastrukturen (Beleuchtung, Entwässerung, Abwasser- und Abfallentsorgung, Anschlüsse an aussen liegende Netze und Leitungen);

6. einen Erläuterungsbericht über das gewählte Vorhaben mit mindestens folgenden Auskünften :

- a) die Bebauungsdichte und die Veranschlagung der Aufnahmevermögen;
- b) die Art der Bebauung und der Freizeitausrüstungen;
- c) ein Schema mit Lösungen für die Wasser- und Stromversorgung, die Abwässerklärung, die Kanalisation, die Entsorgung und die Brandbekämpfung;
- d) die bestehenden öffentlichen Verkehrsmittel.

7. die Liste der betreffenden Eigentümer, Pächter und Inhaber von dinglichen Rechten, mit Abgrenzung ihrer Parzellen;

8. eine Veranschlagung der voraussichtlichen finanziellen, wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen;

9. Eine Schätzung der Umweltbelastungen;

10. die städtebaulichen Vorschriften. »

Art. 3. Ein wie folgt lautender Artikel 93/7 *ter* wird in Buch II, Titel 1 *bis*, Kapitel II des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches eingefügt :

« Innerhalb fünf Tagen nach Eingang der Akte stellt die Gemeindeverwaltung dem Projektträger per Einschreiben eine Empfangsbestätigung zu oder bringt ihm auf gleiche Weise zur Kenntnis dass die Akte unvollständig ist. Innerhalb dieser Frist übermittelt sie auch dem beauftragten Beamten zwei Exemplare davon. »

Art. 4. Ein wie folgt lautender Artikel 93/8bis wird in Buch II, Titel 1 bis, Kapitel II des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches eingefügt:

« Die durch die Gemeindeverwaltung in Anwendung von Artikel 93/8, § 2, anzuschlagende Bekanntmachung, hat dem Vordruck in Anlage 43 zu vorliegendem Gesetzbuch zu entsprechen.

Sie muss in schwarzen Buchstaben auf gelbem Papier von mindestens 35 dm² gedruckt werden. »

Art. 5. Ein wie folgt lautender Artikel 93/8ter wird in Buch II, Titel 1 bis, Kapitel II des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches eingefügt:

« Die Bekanntmachung, welche die Gemeindeverwaltung in Anwendung von Artikel 8, § 5 auf der lokalen oder regionalen Seite oder im kommunalen Informationsblatt veröffentlichen lässt, hat dem Vordruck in Anlage 44 zu vorliegendem Gesetzbuch zu entsprechen.

Sie wird in Schwarz auf einer oder zwei Spalten in den gleichen Schrifttypen, wie für die allgemeinen Meldungen gedruckt. »

Art. 6. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7. Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 23. Oktober 1985.

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens,

M. WATHELET

Der Ministerpräsident der Wallonischen Regionalexekutive, der mit der Wirtschaft beauftragt ist,

J.-M. DEHOUSSE

Anlage 43

Gemeinde

VORENTWURF FÜR EIN RAUMORDNERISCHES LEITSHEMA

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gibt hiermit bekannt, dass ein Vorentwurf für ein raumordnerisches Leitschema der öffentlichen Untersuchung unterzogen wird.

Dieses Leitschema soll sich auf den Teil des Gemeindegebietes beziehen, der zwischen folgenden Grenzen liegt:

und soll folgende Katasterparzellen umfassen:

Er sieht vor:

- an Aufnahmevermögen:
- an Freizeitausrüstungen:

Anlage 44

Gemeinde

VORENTWURF FÜR EIN RAUMORDNERISCHES LEITSHEMA

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gibt hiermit bekannt, dass ein Vorentwurf für ein raumordnerisches Leitschema der öffentlichen Untersuchung unterzogen wird.

Dieses Leitschema soll sich auf den Teil des Gemeindegebietes beziehen, der zwischen folgenden Grenzen liegt:

auf einer Fläche von:

Weitere Auskünfte erteilt die Gemeindeverwaltung von und die Akte kann dort an folgenden Tagen und Uhrzeiten eingesehen werden:

Zu, den

Der Sekretär,

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium,

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 86 — 118

23 OKTOBER 1985. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van:

1. — De inhoud en de wijze van voorstelling van het grondgebruiksplan, in uitvoering van artikel 93/7 van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw;
2. — Het model van de adviezen bedoeld in artikel 93/8 van hetzelfde Wetboek

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw, inzonderheid op de artikelen 93/7 en 93/8; Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 zoals gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om onverwijld de uitvoeringsbesluiten bekend te maken van het decreet van 3 april 1984, dat zelf op 19 januari 1985 in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt en dat werd aangevuld en gewijzigd door het decreet van 15 oktober 1985.

Gelet op het feit dat het derhalve voegzaam is de nodige maatregelen te nemen;

Op de voordracht van de Minister die de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest onder zijn bevoegdheid heeft,

Besluit :

Artikel 1. In boek II, titel 1 bis, hoofdstuk II, van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw wordt een artikel 93/7 bis ingevoegd, luidende als volgt :

« Een dossier houdende het voorontwerp van grondgebruiksplan, dient in vijf exemplaren te worden opgesteld en bij het college van burgemeester en schepenen te worden ingediend. »

Art. 2. In boek II, titel 1 bis, hoofdstuk II, van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw wordt een artikel 93/7 ter ingevoegd, luidende als volgt :

« Dit dossier houdende het voorontwerp van grondgebruiksplan moet de volgende stukken bevatten :

1. een lokalisatieplan ten opzichte van de streek, met aanduiding van de grote verkeersaders en de nabijgelegen agglomeraties.

De opgave van de plaatsen vanwaar, in een straal van 10 kilometer, het terrein kan gezien worden, aan te duiden op een I.G.N.-kaart op een schaal van 1/10 000;

2. een plan van de bestaande toestand met aanduiding van het reliëf, de geologische en bodemkundige eigenschappen, de waterlopen en de begroeiing, op een kadasterplan van 1/2 500 evenals het kadaster van bomen en hagen;

3. een landschapsplan dat met behulp van foto's aanduidt welke gezichten moeten behouden, respectievelijk afgeschermd worden. Dit plan, eveneens uit te voeren op een schaal van 1/2 500 dient een overzicht te geven van de zones die op grond van hun geografische ligging moeten beschermd worden, niet voor bebouwing in aanmerking komen, of die potentieel als zonnige gebieden moeten worden beschouwd;

4. een bouwplan, op schaal 1/1 000 of 1/500, met aanduiding van de bestemming van de grond, inzonderheid van de ruimten voor de woonwijken, wegen, parkeerplaatsen, gemeenschapsvoorzieningen, te behouden groene ruimten, nieuwe aanplantingen. De schaal van 1/500 mag worden opgelegd wanneer de complexiteit van het project dat nodig maakt;

5. een wegenplan met aanduiding van de aansluitingen op de bestaande en de interne wegen, evenals een infrastructuurplan (verlichting, riolering, lozing van water en afval, aansluiting op externe netten en leidingen);

6. een verklarende nota omtrent de genomen beslissingen die ten minste de volgende gegevens bevat :

a) de bebouwingsdichtheid en een schatting van de accommodatiecapaciteit;

b) het bouwtype en het type van de recreatieve voorzieningen;

c) een schema van de voorgestelde oplossingen inzake de aanvoer van water en elektriciteit, de verwerking van afvalwaters, de rioleringen, de verwijdering van afval en de bescherming tegen brand;

d) het bestaande openbare vervoer.

7. een lijst van de eigenaars, de huurders en degenen die aanspraken kunnen doen gelden, met afbakening van hun percelen;

8. een evaluatie van de voorziene financiële, economische en sociale weerslag;

9. een milieu-effect-rapport;

10. de stedenbouwkundige voorschriften. »

Art. 3. In boek II, titel 1 bis, hoofdstuk II, van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw wordt een artikel 93/7 ter ingevoegd, luidende als volgt :

« Binnen vijf dagen na ontvangst van het bundel stuurt het gemeentebestuur bij ter post aangetekende brief een ontvangsbericht naar de projectontwikkelaar of laat hem volgens dezelfde modaliteiten weten dat het dossier niet volledig is. Binnen dezelfde tijdspanne stuurt het er twee exemplaren van naar de gemachtigde ambtenaar. »

Art. 4. In boek II, titel 1 bis, hoofdstuk II, van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw wordt een artikel 93/8 bis ingevoegd, luidende als volgt :

« Het advies dat door het gemeentebestuur in toepassing van artikel 93/8, § 2, wordt aangeplakt, dient overeen te komen met het model dat in bijlage 43 bij dit Wetboek is opgenomen.

Het wordt zwart op geelkleurig papier van minstens 35 dm² gedrukt. »

Art. 5. In boek II, titel 1 bis, hoofdstuk II, van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw wordt een artikel 93/8 ter ingevoegd, luidende als volgt :

« Het advies dat het gemeentebestuur in toepassing van artikel 8, § 5, op een regionale of lokale berichtpagina of in het gemeentelijk informatieblad laat afdrukken, moet naar de vorm beantwoorden aan het model dat in bijlage 44 bij dit Wetboek is opgenomen.

Het wordt in zwarte letters in één of twee kolommen gedrukt, in hetzelfde lettertype dat voor de artikels van de algemene berichtgeving wordt gebruikt. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos van het Waalse Gewest is met de uitvoering van dit besluit belast.

Brussel, 23 oktober 1985.

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos,

M. WATHELET

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Bijlage 43

Gemeente

VOORONTWERP VAN GRONDGEBRUIKSPLAN

Het College van Burgemeester en Schepenen deelt mee dat een voorontwerp van grondgebruiksplan ter inzage wordt gelegd van het publiek.

Dit grondgebruiksplan heeft betrekking op het gedeelte van het grondgebied van de gemeente dat gelegen is binnen de hiernavolgende grenzen:

en het omvat de volgende kadastrale percelen:

Het voorziet:

— de hierna volgende accomodatiecapaciteit:

— de hierna volgende recreatieve voorzieningen:

Bijlage 44

Gemeente

VOORONTWERP VAN GRONDGEBRUIKSPLAN

Het College van Burgemeester en Schepenen deelt mee dat een voorontwerp van grondgebruiksplan ter inzage wordt gelegd van het publiek.

Dit voorontwerp van grondgebruiksplan heeft betrekking op het gedeelte van het grondgebied van de gemeente dat gelegen is binnen de hiernavolgende grenzen:

met een oppervlakte van:

Voor nadere inlichtingen en inzage van het dossier kan men zich wenden tot het gemeentebestuur van op (dagen) en (uren).

Te, op

De Gemeentesecretaris,

Het College,

COUR D'ARBITRAGE

F 86 — 110

Arrêt

Numéro de rôle: 7

En cause: la requête du Conseil des Ministres du 7 juin 1982 tendant à faire constater par la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat que le Conseil de la Communauté française a excédé les limites de ses compétences en adoptant l'article 8 du décret du 8 septembre 1981 « fixant les conditions de reconnaissance des radios locales », requête renvoyée à la Cour d'arbitrage en application de l'article 110 de la loi du 28 juin 1983.

La Cour d'arbitrage,
composée de:

MM. J. Delva, et E. Gutt, présidents,

MM. J. Wathelet, L.P. Suetens, W. Calewaert, J. Sarot et L. De Greve, juges,

H. Van Der Zwalmen, greffier,

l'audience étant présidée par le président E. Gutt, a rendu l'arrêt suivant:

I. Objet

Par requête du 7 juin 1982, adressée à la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat, le Conseil des Ministres demande de constater que le Conseil de la Communauté française a excédé les limites de ses compétences en adoptant l'article 8 du décret du 8 septembre 1981 « fixant les conditions de reconnaissance des radios locales ».

Le Conseil des Ministres demande également au Conseil d'Etat de dire possible un conflit entre ce décret et la législation nationale à « prendre » en la matière.

Conformément à l'article 110 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, cette affaire a été renvoyée à la Cour d'arbitrage.

II. La procédure

La requête a été notifiée le 4 mars 1985 aux autorités indiquées aux articles 59, § 1, et 113 de la loi organique de la Cour d'arbitrage.

Le greffier de la Cour a fait publier au *Moniteur belge* du 6 mars 1985 en français, en néerlandais et en allemand, un avis relatif à cette requête.

Le 2 avril 1985, l'Exécutif de la Communauté française a introduit un mémoire.

Le 22 juillet 1985, le Conseil des Ministres a déposé des conclusions au greffe de la Cour.

Le 17 septembre 1985, l'Exécutif de la Communauté française a déposé des conclusions au greffe de la Cour.

La Cour a prorogé le délai qui lui est imparti pour rendre son arrêt jusqu'au 30 septembre 1985, par ordonnance du 28 mars 1985, et jusqu'au 31 mars 1986, par ordonnance du 25 septembre 1985.

Par ordonnance du 11 juin 1985, la Cour a décidé que l'affaire était en état et a fixé l'audience pour plaidoiries au 28 juin 1985.

Les parties et leurs avocats en furent informés par le greffier de la Cour les 12 et 13 juin 1985.

Ont comparu à l'audience du 28 juin 1985

— Me P. Van Ommeslaghe, avocat à la Cour de Cassation, pour le Conseil des Ministres;

— Me J. Periberger, avocat du Barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif de la Communauté française.

A cette même audience, les juges Wathelet et Suetens ont fait rapport respectivement en français et en néerlandais.

Pour permettre aux parties de s'expliquer quant à la saisine de la Cour au regard notamment de l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il était en vigueur lors de l'introduction de la requête, et des articles 110 et 1er de la loi du 28 juin 1983, l'affaire a été mise en continuation pour plaidoiries à l'audience publique du 19 septembre 1985.